

---

## Scandales des écoutes : James Murdoch s'éloigne de Londres, son père y revient

### Description

*Fragilisé par l'affaire News of the World, James Murdoch, qui était parvenu en juillet 2011 à conserver la présidence de BSkyB, a finalement dû démissionner du bouquet de chaînes de télévision, après s'être également retiré de News International, la division presse du groupe News Corp. au Royaume-Uni. Entre-temps, la cure de moralité journalistique entreprise par News Corp. se poursuit. Malgré de nouvelles révélations sur des pots-de-vin au Sun et un piratage autorisé de courriels chez Sky News, Rupert Murdoch confirme son intérêt pour le Royaume-Uni et sa presse en annonçant le lancement d'une édition dominicale du Sun.*

A la suite de l'affaire *News of the World* (voir REM n°20, p.30), James et Rupert Murdoch, qui ont été auditionnés par la commission d'enquête Leveson sur la presse britannique, ont décidé de redonner au groupe News Corp. une certaine respectabilité au Royaume-Uni. Rupert Murdoch, qui préside aux destinées du géant mondial des médias qu'il a fondé, a même opté pour une démarche volontaire en mettant sur pied un comité interne dirigé par l'avocat Anthony Grabiner, dont la mission est de transférer à la police toutes les informations qui pourraient être liées à des pratiques illicites au sein des médias britanniques du groupe. Les scoops sortent donc au fil de l'eau, à mesure que Scotland Yard découvre les e-mails (courriels) et autres documents douteux que lui envoie le groupe News Corp. A chaque fois, c'est la pratique journalistique des médias britanniques qui est mise en lumière, avec ses excès ou ses particularités, au risque peut-être d'éloigner encore plus le public des médias.

C'est à la suite d'une transmission de courriels que Scotland Yard a ainsi procédé, le 11 février 2012, à l'arrestation de cinq journalistes du Sun, le tabloïd du groupe News Corp., numéro 1 au Royaume-Uni avec un tirage quotidien de 2,7 millions d'exemplaires. Quatre autres responsables du *Sun* avaient déjà été interpellés en janvier 2012, révélant au grand jour les pratiques du quotidien, qui avait pris pour habitude de verser des pots-de-vin en échange d'informations, notamment auprès de la police. Reste que cette affaire de corruption, différente de celle de *News of the World* qui portait sur des écoutes illicites, ne devrait pas conduire à la fermeture du *Sun*, le tabloïd constituant la pépite de News International et finançant les pertes du prestigieux *Times* et de son édition dominicale, le *Sunday Times*. C'est sans doute la raison pour laquelle Rupert Murdoch s'est rendu en personne à Londres le 16 février 2012 pour rencontrer et rassurer la rédaction du Sun, inquiète de la « purge » interne voulue par News Corp. Les journalistes arrêtés sans être inculpés ont été réintégréés et, surtout, Rupert Murdoch a annoncé le lancement d'une édition dominicale du *Sun*, *Sun on Sunday*, afin de combler le vide laissé par la disparition de *News of the World* (NoW). Le *Sun on Sunday* viserait dans un premier temps 1,5 million d'exemplaires, quand NoW tirait à 2,66 millions d'exemplaires. Cette annonce, au-delà du périmètre du Sun, confirme en même temps la volonté de Rupert Murdoch de conserver sa presse britannique malgré

---

les scandales, voire de reprendre directement les choses en main alors que son fils James, arrive en 2007 à la tête de BSkyB et devenu le numéro 3 du groupe grâce au développement de ses activités britanniques, est désormais contraint à un progressif exil vers New York.

Bien qu'il soit parvenu dans un premier temps à conserver la présidence de BSkyB, James Murdoch symbolise en effet les excès du groupe au Royaume-Uni et, en même temps les faiblesses de son management, James Murdoch ayant dit, pour sa défense, ne jamais avoir été au courant des écoutes illicites et donc ne jamais avoir dû fermer les yeux. Qu'il mente ou dise la vérité, il est coupable soit d'aveuglement moral, soit d'aveuglement opérationnel. C'est ce qui explique pourquoi, l'une après l'autre, les entreprises britanniques avec qui il était lié l'invitent à prendre ses distances : ainsi James Murdoch a dû démissionner du conseil d'administration de GlaxoSmithKline en janvier 2012, de Sotheby's en mars et il a abandonné ses fonctions à la tête de News International le 29 février 2012. Finalement, il s'est également résolu à démissionner, le 3 avril 2012, de la présidence de BSkyB, où il reste cependant membre du conseil d'administration. Pour James Murdoch, il s'agissait d'éviter la « *confusion avec les événements ayant lieu dans une autre filiale* », alors même que l'Ofcom, l'autorité britannique de régulation des médias, enquête sur le caractère « convenable » de l'actionnaire majoritaire de BSkyB, le groupe News Corp.

Il s'agit en effet d'une condition nécessaire à l'obtention et à la conservation d'une licence de diffusion au Royaume-Uni. Or, à la suite d'une nouvelle audition par la commission Levenson de James et Rupert Murdoch les 24 et 25 avril 2012, un premier rapport a été rendu public le 1er mai 2012 concluant que « *Rupert Murdoch a fermé les yeux et fait preuve d'un aveuglement délibéré sur ce qui se passait dans ses sociétés et publications* », ce qui amène la commission, à une courte majorité, à juger que Rupert Murdoch « *n'est pas apte à diriger un grand groupe international* ». S'il n'est pas contraignant, ce rapport, publié après neuf mois d'enquêtes parlementaires après l'affaire News of the World, pourrait inciter l'Ofcom, dans son enquête sur BSkyB, à prononcer un jugement sévère.

L'épilogue de la carrière de James Murdoch à Londres marque également la perte du contrôle de la présidence du conseil d'administration de BSkyB par la famille Murdoch, après l'échec du rachat de la totalité du capital du bouquet de chaînes par News Corp. le 12 juillet 2011, opération que l'affaire des écoutes a rendu irréalisable. Publié le 2 mai 2012, les résultats de BSkyB hérités de la présidence de James Murdoch sont pourtant très honorables, puisque le groupe a annoncé une hausse sur neuf mois de son chiffre d'affaires (+ 5 % à 5,1 milliards de livres), pour 10,5 millions d'abonnés. James Murdoch opère désormais depuis New York, siège de News Corp., où il est chargé de l'expansion internationale des activités de télévision, un enjeu au cœur de la nouvelle stratégie du groupe, recentré sur les médias audiovisuels au détriment de la presse.

Mais, après la presse, les chaînes britanniques de News Corp. pourraient à leur tour faire parler d'elles, au moins révéler au grand jour les pratiques autorisées par les rédactions. En effet, et indépendamment de la démission de James Murdoch, la chaîne Sky News a admis, le 5 avril 2012, avoir autorisé « *dans l'intérêt du public* » le piratage de courriels à l'occasion d'enquêtes journalistiques. Au nom du « *journalisme d'investigation* »

», la rédaction a considéré le piratage d'e-mails comme « *éditorialement justifié* », sachant qu'il s'agissait de révéler au grand jour des pratiques illégales d'« *individus suspects d'activités criminelles* ». Ainsi, après la mise en scène de la mort de John Darwin en 2002, dans un faux accident de kayak permettant à sa femme, Anne Darwin, d'escroquer son assurance-vie, la rédaction de Sky News, dirigée par Simon Cole, avait autorisé son reporter à pirater la messagerie du défunt John Darwin pour trouver des courriels attestant de la conspiration, courriels par ailleurs transmis à la police en 2008. Le second cas de piratage de messagerie concerne le compte d'un pédophile, les courriels piratés ayant aussi été transmis à la police pour qu'elle puisse enquêter. Il s'agit certes de pratiques revendiquées au nom du journalisme d'investigation, mais la démission de John Cole de la direction de la rédaction de Sky News, le jour même de ces révélations, est elle encore surprenante. L'intéressé a toutefois précisé que cette démission n'était pas liée à l'affaire Darwin et qu'elle était prévue de longue date. Le 23 avril 2012, l'Ofcom a indiqué avoir inclus dans son enquête sur BSkyB la question du piratage d'e-mails par Sky News, cette pratique étant interdite par la loi dite Computer Misuse de 1990, qui n'autorise aucune exception au nom de l'intérêt public.

Sources :

- « L'empire Murdoch ébranlé par une affaire de pots-de-vin », Eric Albert, *Le Monde*, 14 février 2012.
- « Le Sun rattrapé par l'affaire de la presse à scandale », Florentin Collomp, *Le Figaro*, 14 février 2012.
- « Murdoch contre-attaque avec The Sun », Florentin Collomp, *Le Figaro*, 20 février 2012.
- « Rupert Murdoch va lancer un Sun on Sunday », Nicolas Madelaine, *Les Echos*, 20 février 2012.
- « Scandale des écoutes en Grande-Bretagne : le fils de Rupert Murdoch démissionne », latribune.fr, 4 avril 2012.
- « James Murdoch contraint de lâcher la présidence de BSkyB », Nicolas Madelaine, *Les Echos*, 4 avril 2012.
- « James Murdoch démissionne de la présidence de BSkyB », Rose Claverie, *Le Figaro*, 4 avril 2012.
- « Grande-Bretagne : Sky News a « autorisé » le piratage de courriels dans un cas d'escroquerie », AFP, 5 avril 2012.
- « Quand la chaîne britannique Sky News autorisait le piratage de mails », latribune.fr, 6 avril 2012.
- « Murdoch : enquête lancée sur un piratage par Sky News », Nicolas Madelaine, *Les Echos*, 24 avril 2012.
- « Rupert Murdoch « inapte à diriger » un groupe international », Florentin Collomp, *Le Figaro*, 2 mai 2012.

## Categorie

1. Economie
2. Un trimestre en Europe

## date créée

20 mars 2012

**Auteur**

alexandrejoux